

<http://cdurable.info/Toujours-pas-de-sursaut-face-a-l-urgence-climatique.html>

COP 23

Toujours pas de sursaut face à l'urgence climatique !

- Développement Durable en débat -



Date de mise en ligne : vendredi 17 novembre 2017

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

La COP23, première "COP du Pacifique" se clôture aujourd'hui à Bonn. Les négociations ont avancé sur certains fronts et ont posé les bases d'un dialogue pour espérer gagner plus d'ambition en 2018. Quelques progrès sont également à noter sur les thématiques qui touchent les populations vulnérables. Mais cela reste insuffisant face à l'urgence climatique que les scientifiques ont rappelé pendant cette COP. Sur le manuel d'application de l'accord de Paris ou sur l'incontournable question des financements, la présidence fidjienne s'est heurtée au manque de volonté politique des pays. Malgré de beaux discours, la majorité d'entre eux est venue les mains vides et n'a pas apporté l'énergie politique nécessaire pour rehausser les engagements ...

Sommaire

- [Réseau Action Climat](#)
- [ADEQUATIONS](#)
- [OXFAM](#)
- [WWF](#)
- [Comité 21](#)
- [La Fabrique Ecologique](#)
- [International Insetting \(...\)](#)
- [Nice Côte d'Azur](#)

Réseau Action Climat



La bonne nouvelle de cette quinzaine est la série d'avancées sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, sur les droits des peuples autochtones et sur l'égalité de genre. Au-delà de simplement reconnaître que les changements climatiques affectent directement la vie de nombreuses populations, les États ont enfin pris leurs responsabilités en créant des espaces de discussions ou des plans d'action dédiés à ces sujets cruciaux.



Toujours pas de sursaut face à l'urgence climatique !

Mais la COP23 s'est limitée à des progrès sur le papier (par exemple sur le manuel d'application de l'accord de Paris et la préparation du premier bilan des actions en 2018). Les grands émetteurs de gaz à effet de serre, dont l'Union européenne, manquent toujours cruellement d'ambition politique et les actes ne sont pas suffisants pour rectifier le tir bien avant 2020. Les pays n'ont donc plus le choix et doivent cesser de se cacher derrière des postures de négociations, pour accélérer la transition vers un futur 100 % renouvelable.

Les pays riches ont également raté une occasion de démontrer leur solidarité envers les populations les plus pauvres et de respecter l'objectif de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. Des engagements étaient également indispensables pour soutenir les populations victimes des conséquences inévitables des changements climatiques. Sur ce point aussi, cette COP du Pacifique se termine sur un goût d'inachevé.

La France doit maintenant donner les gages concrets d'une politique de transition écologique ambitieuse, qui se libère des énergies du passé : le nucléaire et les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon). Emmanuel Macron a souhaité organiser le sommet "One Planet Summit" le 12 décembre à Paris. Pour ne pas se résumer à un nouvel affichage sans lendemain, de nouveaux engagements doivent être pris. Nous attendons le doublement de l'objectif de financements pour l'adaptation de la France d'ici à 2022 et la fin des soutiens aux énergies fossiles. Nous serons aussi vigilants à ce que de fausses solutions ne soient pas promues, notamment dans le secteur agricole. La mobilisation citoyenne entend, en ce sens, porter ces demandes en exigeant « pas un euro de plus ! » pour les projets climaticides et les énergies du passé.



Discours d'Emmanuel Macron à la COP23 : Réactions des ONG présentes à Bonn

À Bonn, lors de la COP23, Emmanuel Macron s'est exprimé pour la première fois à la tribune de la conférence de l'ONU sur le climat. Le déplacement du Président de la République, deux ans après l'adoption de l'accord de Paris, est un signal politique positif adressé à la communauté internationale. Mais Emmanuel Macron s'est contenté de prononcer de belles paroles et de recycler d'anciennes annonces, pourtant insuffisantes. Aujourd'hui, le climat n'attend plus : face à l'urgence d'agir, la France ne pourra pas se contenter d'une politique de petits pas.



Pour Lucile Dufour, Responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat :

"A la COP du Pacifique, le Président la République a rappelé l'urgence de rectifier le tir pour éviter un réchauffement catastrophique de plus de 3°C. Mais le discours d'Emmanuel Macron est une nouvelle occasion manquée : si la France veut être crédible sur la scène internationale, elle doit accélérer dès à présent sa transition vers les énergies renouvelables, sans la paralyser au bénéfice de fausses solutions comme le nucléaire. Avant le sommet du 12 décembre, la France doit donner des gages concrets pour augmenter ses soutiens financiers pour l'adaptation des populations les plus vulnérables et enfin concrétiser ses grands discours."

► **Pour Anne-Laure Sablé, chargée de plaidoyer souveraineté alimentaire et climat au CCFD-Terre Solidaire :**

"Face à l'aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire causée par les dérèglements climatiques, Emmanuel Macron déclare vouloir répondre par l'action. Le CCFD-Terre Solidaire rappelle que cette action ne peut être engagée à n'importe quel prix. Seule une transition agricole socialement juste et respectueuse des ressources permettra de lutter contre l'insécurité alimentaire grandissante. Et cette transition est incompatible avec des initiatives "climaticides", comme l'Alliance globale pour une agriculture intelligente face au climat (GACSA), dont la France fait toujours partie. Nous serons particulièrement attentifs, lors du sommet du 12 décembre à Paris, à ce que de fausses solutions de ce type ne soient pas promues."

► **Pour Sarah Fayolle, chargée de campagne climat à Greenpeace France :**

"Le discours d'Emmanuel Macron à la COP23 semble avoir été dicté par les industriels du nucléaire. Si la France est en retard sur sa transition énergétique, c'est justement parce qu'elle entretient une dépendance extrême au nucléaire, qui empêche le déploiement des énergies renouvelables sur le marché de l'électricité. En résumé, Emmanuel Macron vient de se livrer à une instrumentalisation de la tribune climatique pour défendre les intérêts du nucléaire. S'il y a un fétiche irréaliste à abandonner, c'est bien celui qui consiste à croire que le nucléaire doit être préservé à tout prix au nom de la lutte contre les dérèglements climatiques."

► **Pour Armelle Le Comte, Responsable du plaidoyer climat à Oxfam France :**

"Le leadership climatique passe par des actions concrètes, et pas par de simples discours aussi lyriques soient-ils. Malheureusement, Emmanuel Macron est venu les poches vides à la COP23 et n'a fait aucune nouvelle annonce financière pour les pays les plus pauvres, qui sont pourtant en première ligne du changement climatique. Le sommet climat du 12 décembre à Paris doit être l'occasion de rectifier le tir en annonçant un doublement des financements français pour l'adaptation, afin d'atteindre 2,4 milliards d'euros d'ici 2022, et en adoptant enfin la taxe européenne sur les transactions financières. De telles mesures concrètes enverraient un signal fort aux communautés les plus vulnérables"

► **Pour Emma Jagu, observatrice climat du REFEDD :**

"Investir dans l'avenir de la jeunesse et des générations futures c'est avant tout désinvestir des énergies fossiles et s'assurer que notre mix énergétique soit cohérent avec les objectifs de l'accord de Paris. Le discours d'Emmanuel Macron aujourd'hui était une tentative de séduire la scène internationale, mais ne reflète pas la politique énergétique actuelle de la France. Nous attendons des mesures concrètes pour la transition vers une économie décarbonée."

► **Pour Nicolas Haeringer, porte-parole de 350.org France :**

"Emmanuel Macron a tenté d'incarner le rôle du leader mondial en matière climatique, expliquant n'avoir qu'une obsession - l'action - et qu'un horizon - maintenant. En l'absence de décisions fortes, le costume reste pourtant trop grand pour lui. A quelques semaines du sommet du 12 décembre, il a une opportunité unique de conjuguer l'action au présent : annoncer que la France n'accordera pas un euro de plus aux énergies du passé, afin d'investir dans la transition vers un future 100% renouvelable pour tous."

► **Pour Maxime Combes, économiste et membre d'Attac France :**

"Emmanuel Macron a franchi le seuil maximal autorisé d'hypocrisie climatique, cherchant à dissimuler ses multiples renoncements : de la validation du CETA qui n'est pas climato-compatible au sabordage de la taxe sur les transactions financières, source de financements pour le climat, Macron, sans un mot sur l'évasion fiscale qui soustrait des milliards aux pouvoirs publics, a prouvé que sa seule obsession est de ne surtout pas toucher aux fondements de cette formidable machine à réchauffer la planète qu'est notre insoutenable système économique. A l'alerte scientifiques aurait dû succéder un sursaut politique. Raté : le BusinessAsUsual l'emporte encore sur MakeThePlanetGreatAgain."

► **Pour Fanny Petitbon, Responsable Plaidoyer de CARE France :**

"Cette après midi encore Emmanuel Macron a répété la nécessité de lutter contre l'injustice climatique. Mais pour l'instant la France reste aux abonnés absents à la fois sur la solidarité internationale et même nationale. La récente décision du gouvernement de supprimer du budget national les 20 millions d'euros du fonds vert destiné à aider les collectivités françaises du Pacifique à lutter contre les effets du réchauffement climatique, a envoyé un très mauvais signal. Réintroduit in extremis la semaine dernière par les député-e-s, le fonds vert français est encore sur la sellette. Le gouvernement français devrait tirer les leçons de la catastrophe qui a récemment touché de plein fouet les îles des Caraïbes dont Saint Martin."

► **Pour Célia Gautier, responsable Energie-Climat à la Fondation pour la Nature et l'Homme :**

"Emmanuel Macron a voulu montrer une direction et faire preuve d'une volonté diplomatique. Mais, comme souvent, le diable est dans les détails. Le Président n'a pas fait d'annonce nouvelle pour accélérer la transition écologique de la France. Espérons qu'elles soient gardées pour le sommet du 12 décembre à Paris sur le financement du climat. Nous saluons sa volonté que l'UE se substitue aux Etats-Unis pour financer les travaux du GIEC, et le lien explicite que le Président a effectué entre régime climatique et les politiques commerciales. Mais un très long chemin reste à parcourir afin que la logique de la politique commerciale internationale soit renversée pour être subordonnée au droit de l'environnement. Enfin, au-delà des discours, nous attendons toujours un plan concret et conjoint de la part de Mme Merkel et de M. Macron pour booster les énergies renouvelables et sortir des énergies du passé que sont le nucléaire et les énergies fossiles."

 <https://reseauactionclimat.org/>

ADEQUATIONS

Premier bilan de la COP23 par [Yveline Nicolas](#)



Comme souvent, le bilan des négociations climatiques donne une impression très mitigée. Les lentes avancées contrastent avec les rapports alarmants sur la dégradation des équilibres climatiques et écosystémiques. Les exercices onusiens nécessitant d'aboutir à des consensus entre positionnements souvent inconciliables laissent insatisfaits les mouvements sociaux qui militent pour la justice climatique.

Cependant la mobilisation acharnée depuis des années des associations de femmes et féministes, et les alliances avec des personnes dans les institutions et pouvoirs publics convaincus de l'importance de concrétiser le principe d'égalité femmes-hommes, a permis l'adoption d'un Pan d'action Genre ([lecture en ligne et téléchargement ici](#)), qui constituera une nouvelle base de plaidoyer dans les institutions et les programmes climat. Les [peuples autochtones](#) obtenaient la création d'une Plateforme des peuples autochtones et des communautés locales sur le changement climatique, visant à favoriser les échanges de savoir entre communautés, qui représentent 360 millions de personnes et 4000 langues sur tous les continents. De même, l'agriculture, deuxième émetteur de gaz à effet de serre, qui constituait jusqu'à présent un point aveugle, vont enfin être mises à l'agenda des négociations climatiques via un groupe de travail sur la sécurité alimentaire ; le mode d'agriculture et d'alimentation est en effet déterminant dans l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux impacts du changement climatique.

Quelques annonces ont été faites par des gouvernements et des acteurs économiques, comme la création d'une Alliance pour la sortie du charbon par une vingtaine de pays (Canada, Grande-Bretagne, Belgique, Finlande, France, Italie, Portugal, etc. mais aucun pays gros consommateur de charbon, comme la Chine ou l'Inde) ou les désinvestissements des énergies fossiles (Norvège). En même temps l'emprise de milieux d'affaires et industries est critiquée, comme en témoigne une lettre associative de protestation à propos de la présence des industries nucléaires, bénéficiant de stands d'information bien en vue, se présentant comme "initiatives de la société civile".

Si les Etats-Unis, 2ème émetteur mondial de gaz à effet de serre, qui ont confirmé leur retrait (effectif en 2020) de l'Accord de Paris, n'ont pas contrecarré les négociations, l'Union européenne s'est montrée peu engagée, la Chine ambiguë et ni la France ni l'Allemagne n'ont fait d'annonces importantes. L'ambiance des Etats était au manque d'enthousiasme. Pour le gouvernement français, la prochaine étape est son [One Planet Summit](#) le 12 décembre 2017 visant à mobiliser concrètement pour des initiatives et financements climat. L'accès à des financements pour mettre en oeuvre la transition écologique, y compris dans les pays pauvres, au niveau urbain comme au niveau agricole, et que ces financements parviennent réellement aux structures les mieux à même de développer des politiques cohérentes et/ou des initiatives pilotes transférables, est l'enjeu principal. De leur côté, les organisations de la société civile se mobilisent autour de la campagne "[Pas un euro de plus](#)" (pour les énergies du passé) demandant que les financements soient "*intégralement réorientés dans le soutien à la transition vers des sociétés justes et durables*".

Mais la présidence fidjienne de la COP23 et le groupe des pays en développement ne sont pas parvenus à mettre en avant la question récurrente du financement des "pertes et dommages" dus aux changements climatiques et des transferts financiers des pays riches vers les pays les moins responsables du changement climatique et pourtant les plus impactés par les conséquences. Un point doit être fait en 2018 sur les 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 promis par les pays riches depuis 2009... En tout cas l'engagement de 2 milliards de dollars de la précédente administration américaine passe à la trappe.

Le décalage est grand entre les discussions techniques sur la finance carbone et autres mécanismes technologiques (où les panels sont majoritairement masculins) et les témoignages poignants de représentant-es de communautés faisant face aux catastrophes climatiques. Destruction de leurs habitations, sécheresses et épisodes caniculaires où il faut continuer à vivre et travailler par presque 50° de température, migrations forcées et leur cortège de violences : [les femmes sont particulièrement touchées](#), qui portent déjà en temps normal une charge supplémentaire de travail domestique, alimentaire et de soins aux enfants et personnes dépendantes. Elles sont aussi très présentes comme défenseuses des droits environnementaux et initiatrices de projets concrets.

L'accord de Paris doit entrer en application en 2020. Il comporte un mécanisme de révision à la hausse des engagements nationaux tous les cinq ans, avec une première révision obligatoire en 2025. Notons que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ([GIEC](#)) prévoit son sixième rapport d'évaluation en 2022. Un des acquis de la COP23 est l'établissement d'un bilan mondial des émissions de gaz à effet de serre pour fin 2018, après un an de dialogue et en vue de la 24ème conférence des parties sur le climat. La COP24 aura lieu fin 2018 à Katowice en Pologne, pays dont le développement est fondé sur le charbon et l'importation de gaz de schiste des Etats-Unis et qui, au niveau européen, bloque différentes réformes en faveur du climat. Pour éviter une régression des négociations, il est prévu que la présidence fidjienne continue à s'impliquer officiellement dans le "dialogue facilitateur" préalable à cette COP (une session de négociations intermédiaires aura lieu en mai 2018) et dans l'animation de la COP24 en Pologne. Dans cette année considérée comme charnière de 2018, il s'agira de poursuivre le « Dialogue Talanoa », de la COP23, inspiré par la tradition culturelle du Pacifique de discussion constructive, qui sera basé sur trois questions : "où en sommes-nous ? où voulons-nous aller ? comment y parvenir ?"...

Faire le lien entre des négociations internationales frileuses et les innombrables initiatives et dynamiques au niveau des sociétés civiles et à l'échelon territorial constitue un enjeu crucial. L'implication de tous les acteurs politiques, sociaux, économiques, associatifs et syndicaux a un rôle majeur à jouer, à condition de prendre en compte l'existence de rapports de pouvoirs, d'inégalités et de discriminations sociales et environnementales. Et de ne pas occulter la question de la compatibilité ou non du modèle économique, consumériste et financier mondialisé actuel avec une réduction urgente et massive des émissions de gaz à effet de serre.

▶ [Cf. le dossier d'ADEQUATIONS sur les enjeux de la COP23, les mobilisations des organisations de la société civile, et les avancées de l'égalité femmes-hommes.](#)

▶ [Communiqué de la CCNUCC à la fin des négociations](#)

▶ [Réactions d'organisations de la société civile. Réseau Action Climat \(vidéo\)](#)

▶ www.adequations.org

OXFAM

<dl class='spip_document_12217 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:158px;'>

OXFAM

Dans une année marquée par des catastrophes climatiques multiples, la COP23 fait l'impasse sur le soutien aux plus vulnérables

Malgré une année marquée par des ouragans à la violence record et des inondations catastrophiques, la Conférence internationale sur le climat (COP23) qui touche à sa fin n'a fait que peu de progrès pour venir en aide aux populations touchées par le changement climatique.

La principale déception concerne les efforts déployés, avec succès, par les pays développés pour bloquer toute négociation sur le financement des « *pertes et dommages* », à l'exception d'un unique atelier en 2018.

« Des ouragans ont ravagé les Caraïbes, des tempêtes et des inondations ont détruit des milliers d'habitations et d'écoles en Asie du Sud et la sécheresse a affecté des millions de personnes en Afrique de l'Est. Nous ne parlons pas d'un futur distant mais bien d'une réalité immédiate ; des communautés se battent déjà pour leur survie, face à des catastrophes de plus en plus intenses. La COP23 devait aboutir à des avancées concrètes pour aider ces populations vulnérables, pas à une énième litanie de discours creux », déclare Armelle Le Comte, Responsable du plaidoyer climat à Oxfam France.

Première COP présidée par une petite nation insulaire, la « *COP du Pacifique* » a suscité beaucoup d'espoirs, et devait permettre d'obtenir des avancées sur le financement des pertes et dommages.

« A de rares exceptions près, les pays riches sont venus les mains vides à Bonn », déplore Armelle Le Comte. *Ils se sont timidement engagés à faire part des progrès accomplis concernant leur promesse de 100 milliards de dollars en 2018. Le sommet international sur le climat, organisé à Paris le 12 décembre à l'initiative d'Emmanuel Macron, offrira une séance de rattrapage aux pays riches pour dévoiler de nouveaux engagements financiers. A commencer par la France »*

En effet, selon Oxfam ce sommet doit être l'occasion pour Emmanuel Macron de rectifier le tir en annonçant des mesures concrètes pour les plus pauvres : d'une part, le doublement des financements de la France pour l'adaptation afin d'atteindre 2,4 milliards d'euros d'ici 2022 et d'autre part, l'adoption de la taxe sur les transactions financières en Europe, qui permettrait de dégager annuellement 22 milliards d'euros, dont une partie devrait être allouée à solidarité internationale et au climat.

La COP a aussi lancé le « *Dialogue de Talanoa* » de l'année prochaine. Deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris, il s'agira de la première opportunité pour les pays d'augmenter leurs objectifs de réduction d'émissions. Sans réductions drastiques, la planète est pour l'instant sur une trajectoire de réchauffement de 3°C aux conséquences catastrophiques.

« Un processus a été créé mais le succès ne sera au rendez-vous que si les gouvernements viennent à la table des négociations l'année prochaine dans un véritable état d'esprit « talanoa », qui implique respect, honnêteté et bonne foi. Ils devront venir présenter des mesures concrètes de réduction de leurs émissions. Sans retard ni excuse », prévient Armelle Le Comte.

Des lueurs d'espoir sont apparues à Bonn. Les négociateurs ont brisé une impasse de cinq ans sur l'agriculture, ouvrant la voie à une action réelle sur un sujet majeur pour la sécurité alimentaire à un moment où la faim est à nouveau en hausse dans le monde

[1]. Attendues depuis longtemps, des mesures ont été prises pour reconnaître formellement le rôle des femmes et

des populations autochtones dans la lutte contre le changement climatique et mieux les inclure dans les négociations.

« Ce sont des réussites tangibles dont la présidence fidjienne et la société civile, qui s'est mobilisée, peuvent être fiers. »

Enfin, la COP23 a donné la mesure de l'isolement total des Etats-Unis sur la scène internationale alors que la décision de l'administration Trump de se retirer de l'Accord de Paris est décriée par quasiment tout le monde.

« Grâce aux actions de citoyens mobilisés, de gouverneurs et de chefs d'entreprises, nous avons vu le vrai visage de l'activisme climatique américain ici à Bonn. Le monde avance, laissant Donald Trump tout seul, assis sur son trône de charbon » conclut Armelle Le Comte.

 www.oxfamfrance.org

WWF



COP23 : des conclusions sur l'ambition climatique, mais l'action des Etats n'est pas encore au rendez-vous

Un an après l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris, les Etats ont pu lors de ces deux semaines de négociations à la COP23 trouver un accord sur des sujets clés liés à le renforcement de l'action climatique et du financement à court terme avant 2020, ainsi que sur le rôle du genre, des communautés locales et des peuples autochtones dans l'action climatique. Cependant, beaucoup reste encore à faire pour assurer que la courte fenêtre d'opportunité dont nous disposons nous permette d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Les gouvernements doivent renforcer l'action immédiate pour le climat, finaliser les règles d'application de l'Accord de Paris et décider collectivement de revoir et renforcer l'ambition immédiate des engagements pris à court-terme par les pays d'ici 2020.

"Dès le début, les paradoxes de cette COP ont été stupéfiants. Les négociateurs se sont réunis à Bonn sous la présidence fidjienne et, alors que les Etats délibéraient sur leurs actions futures, les villes, les acteurs locaux, les entreprises et les communautés ont intensifié leurs efforts pour mettre en oeuvre l'Accord de Paris. Mais malgré l'élan constaté dans les couloirs de Bonn, les pays sont toujours à la traîne. Dans une année marquée par des catastrophes climatiques extrêmes et potentiellement la première augmentation des émissions de gaz à effet de serre en quatre ans prévue pour 2017, le paradoxe entre ce que nous faisons et ce que nous devrions faire est clair : les pays doivent agir avec une plus grande ambition climatique, et bientôt, nous mettre sur une trajectoire vers un futur de 1,5°C".

Manuel Pulgar-Vidal, directeur du programme mondial climat et énergie du WWF.

"La France, par la voix du Président de la République, doit mener l'Europe vers une ambition à la hauteur de l'enjeu climatique, et ce dès le One Planet Summit du 12 décembre à Paris. Dans ce contexte, le WWF attend que la France accélère à domicile la transformation nécessaire liée à l'énergie, la mobilité, l'agriculture et l'alimentation. Sur ces trois fronts, des engagements doivent être poursuivis ces prochains mois pour véritablement tenir la trajectoire de neutralité carbone."

Pascal Canfin, directeur général du WWF France

"De nombreux facteurs auraient pu faire de cette COP23 une COP de retour en arrière : la position Etats-Unis, la potentielle augmentation des émissions de gaz à effet de serre en 2017, le recul du gouvernement français sur sa trajectoire de transition énergétique, le retour du clivage Nord-Sud. Malgré tout cela, la COP23 a pu se conclure aujourd'hui avec un accord sous la présidence Fidjienne. Cette première « COP du Pacifique » n'a toutefois pas pu apporter de garanties pour répondre à l'urgence climatique. Tout repose donc maintenant sur l'année 2018, dont la COP23 a fixé les grandes étapes, et qui doit aboutir à des engagements climatiques plus ambitieux de la part des Etats, avant que l'Accord de Paris entre en plein fonctionnement en 2020."

"Dans ce contexte, l'Union européenne doit reprendre le flambeau de l'action climatique mondiale. Pour avancer vers une transition énergétique à domicile, la France et l'Allemagne doivent être moteurs pour porter l'ambition de l'Accord de Paris au niveau européen et profiter de 2018 pour relever les engagements climatiques de l'UE. Le paquet « Une énergie propre pour tous les Européens », le règlement sur le partage de l'effort climatique, ainsi que les futures discussions sur la réforme de la Politique Agricole Commune et sur la mobilité bas-carbone sont autant d'opportunités à saisir pour fixer un cadre solide et dynamique vers la neutralité en gaz à effet de serre en Europe d'ici 2050."

Pierre Cannet, responsable des programmes Climat, Énergie et Villes durables au WWF France

En ramenant l'attention sur l'action immédiate à mener avant 2020, et en s'accordant sur le format d'un processus de revue et d'amélioration de l'ambition climatique à travers le Dialogue, dit, "de Talanoa", la COP23 a posé d'importants jalons qui participent à poursuivre l'esprit constructif de l'Accord de Paris. Mais le succès est encore loin d'être garanti. La présidence polonaise à venir de la prochaine COP doit appuyer, et même viser à renforcer, les efforts de la présidence Fidjienne pour accélérer les progrès vers la finalisation des règles d'application de l'Accord de Paris pour sa pleine mise en oeuvre et assurer un financement prévisible pour les pays en développement, y compris sur les questions des pertes et dommages.

Les pays ne sont pas les seuls à prendre des actions. A travers le Partenariat de Marrakech pour l'Action Climatique des Nations unies, les efforts en cours des gouvernements locaux et des acteurs non-étatiques, y compris les villes, les régions, les entreprises, les investisseurs et la société civile, ont été sous les projecteurs pour dynamiser l'action climatique à la COP23 à Bonn. En ce sens, le PandaHub - pavillon du WWF à la COP23 - a accueilli tout un programme de dialogues et d'événements afin de montrer la valeur de la collaboration et de l'innovation pour un avenir durable et résilient pour tous.

 www.wwf.fr

Comité 21

La COP 23, une COP résolulement de transition mais pas d'étape !

Une note d'analyse du Comité 21

<dl class='spip_document_12234 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:146px;'>

Depuis 2014 et la COP20 à Lima, le Comité 21 participe systématiquement aux COP climat afin de faire connaître les engagements de ses adhérents en faveur de la lutte contre le changement climatique.

Le Comité 21 était donc présent à la COP23 à Bonn, en Allemagne, du 6 au 17 novembre 2017. A cette occasion, il s'est particulièrement investi sur le sujet de l'adaptation au changement climatique, sujet qu'il a choisi comme une de ses priorités stratégiques de 2017-2018 et qui devrait mobiliser l'attention à la même hauteur que l'atténuation.

En parallèle de cette participation, le Comité 21 propose des analyses sur l'avancement de l'Accord de Paris dans le cadre de son CERRESCE (Centre de ressources pour une responsabilité sociale climatique et énergétique).

Cette deuxième note d'analyse de la COP23 est réalisée par Bettina Laville, présidente du Comité 21.

<!--[if !IE]><!--&A><!--<![endif]--&A> <!--[if IE]><![endif]--&A>

Rappel de la 1ère note à mi-parcours : « *La COP23, transition douce ou accélération ?* » - 13 novembre 2017

<!--[if !IE]><!--&A><!--<![endif]--&A> <!--[if IE]><![endif]--&A>

 www.comite21.org/

La Fabrique Ecologique

La politique climatique européenne : Des progrès importants à accomplir

 **Décryptage par Géraud Guibert, Président de La Fabrique Ecologique**

<dl class='spip_document_12227 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:210px;'>

L'Union européenne joue un rôle clé dans les négociations climatiques internationales. Mais qu'en est-il de sa propre politique climatique ? A l'occasion de la COP23, ce décryptage rédigé par Géraud Guibert, président de la Fabrique Ecologique, fait un point complet des engagements pris par l'UE, des objectifs fixés et des moyens existant, prévus ou proposés pour les atteindre. Ce bilan montre que d'importants progrès restent à accomplir.

<!--[if !IE]><!--Â»<!--<![endif]--Â» <!--[if IE]><![endif]--Â»

 www.lafabriqueecologique.fr

International Insetting Platform

<dl class='spip_document_12226 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:255px;'>

{International Insetting Platform

COP23 : l'Insetting, une pratique émergente et d'avenir pour le Climat

A l'occasion de la COP23, un éclairage sur l'Insetting, nouvelle approche intégrée, ambitieuse et innovante d'entreprises dans la lutte contre les dérèglements climatiques.

Au cours des cinq dernières années, certaines entreprises ont spontanément investi dans des projets de réduction de leurs émissions de carbone à l'intérieur de leur chaîne de valeur. Ces projets ont consisté principalement à réduire les consommations énergétiques, recourir aux énergies alternatives, développer des pratiques agricoles plus durables et moins émettrices en Co2, ainsi que de planter des arbres au sein des filières agricoles et conserver les aires forestières ou l'entreprise achète ses produits.

On appelle ainsi "Insetting", ou compensation carbone intégrée, le fait de compenser son empreinte carbone à l'intérieur de sa propre chaîne de valeur, à la différence de la compensation carbone classique ("offsetting" en anglais) où les projets ne sont généralement pas développés dans la sphère d'influence directe de l'entreprise comme chez ses fournisseurs par exemple.

Une plate-forme multi-parties prenantes " International Platform for Insetting " (IPI : www.insettingplatform.com) a vu le jour pour joindre les efforts des entreprises et des opérateurs engagés dans cette pratique. La plateforme regroupe différents types d'organisations. Des entreprises comme Accorhotels, Chanel, Guerlain, Kering, L'Oreal ou

Toujours pas de sursaut face à l'urgence climatique !

Nespresso, des ONG, standards et organismes certificateurs comme le WWF France, Plan Vivo et Ecocert, ainsi que des développeurs de projets climatiques comme Climate Partner, South Pole Carbon ou PUR Projet.

Les projets d'Insetting permettent des réductions significatives de coûts et d'empreinte carbone au cœur du processus de création de valeur des entreprises, l'approche est donc transformative pour leurs modèles économiques et vecteur de performance pour les filiales et procédés de fabrication.

Par ailleurs, ces engagements climatiques intégrés sont perçus comme plus légitimes par l'opinion publique. Ceci encourage un investissement plus massif et pérenne des entreprises pour le climat et elles bénéficient plus directement de leurs investissements tant sur le plan économique que de leur image.

Les projets contribuent à régénérer les écosystèmes où les entreprises sourcent leurs produits, augmentant et diversifiant les revenus des producteurs agricoles. Ceci contribue à sécuriser les filiales d'approvisionnement des entreprises en qualité et quantité. Les projets d'Insetting sont généralement suivis sur le long terme, de 20 à 40 ans par exemple pour les projets forestiers. Ceci crée un lien "non-commercial" au sein des filiales avec des objectifs et des valeurs partagés sur le long terme. Ainsi, les projets d'Insetting permettent d'enrichir le sens de notre consommation en réintroduisant des valeurs et impacts positifs.

Au-delà du carbone, les membres d'IPI ont décidé de donner à l'Insetting une définition et ambition plus larges en visant aussi à générer des impacts positifs mesurables sur l'eau, les sols, la biodiversité, l'économie, le social et la société.

IPI a ainsi développé un standard (Insetting Program Standard : IPS) qui permet aux entreprises de faire certifier leurs programmes d'Insetting et d'enregistrer les impacts générés dans un registre blockchain.

L'Insetting n'est qu'au stade de démarrage mais le fait qu'il génère des bénéfices directs pour l'entreprise laisse penser qu'il deviendra une pratique privilégiée d'engagement pour le climat et un formidable levier de création de valeur partagée pour les Hommes, la Planète et les entreprises.

Avec l'Insetting, nous prenons conscience que s'engager pour le climat et les écosystèmes n'est pas protéger la Nature mais entretenir la Nature qui se défend.



www.insettingplatform.com

Nice Côte d'Azur

<dl class='spip_document_12224 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;width:242px;'>

Métropole Nice Côte d'Azur

La Métropole Nice Côte d'Azur s'engage dans une dynamique qui vise à contenir le réchauffement climatique sous la barre des 2°C

Christian Estrosi, Maire de Nice, Président de la Métropole Nice Côte d'Azur, Président délégué de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, a réaffirmé sa volonté de « *faire de la Métropole Nice Côte d'Azur une collectivité exemplaire sur les questions environnementales* ».

Toujours pas de sursaut face à l'urgence climatique !

Alors que la COP23, dont l'objectif est d'inciter les États à gravir un échelon supplémentaire dans leur ambition de lutter contre le réchauffement climatique se termine, la Métropole Nice Côte d'Azur a accepté l'invitation du WWF France à collaborer sur ses travaux prospectifs sur la traduction des objectifs de l'Accord de Paris à l'échelle des territoires urbains français.

Christian Estrosi :

« Nice et sa Métropole sont connues, partout dans le monde, pour leur qualité de vie et leurs paysages exceptionnels. Cet environnement, ce patrimoine naturel dont nous avons hérité, sont le dénominateur commun de toute l'humanité. C'est pourquoi, face aux atteintes portées à notre planète, il nous revient de préserver ce lieu et ce lien uniques. Ici, plus encore, je veux voir le développement durable comme une possibilité de faire mieux pour la planète autant que de créer des emplois grâce à la nécessaire transition écologique.

Je veux qu'à Nice, nous construisions une collectivité exemplaire et à l'avant-garde. Renforçons notre action sur les grandes problématiques environnementales (avec notre Agenda 21), pour lutter contre le réchauffement climatique et protéger l'atmosphère (extension du tramway, développement des vélos, espaces piétons/marche), préservons la biodiversité et les milieux naturels (7 sites Natura 2000 sur notre territoire métropolitain), réduisons les pollutions, notamment les pesticides, et la pollution plastique qui s'infiltrant partout, voilà nos défis !

Cet avenir « vert et bleu », c'est Nice, ville verte de la Méditerranée qui le porte historiquement et naturellement. Il doit nous faire renouer avec notre patrimoine naturel et nous tourner davantage vers la mer, vers la Méditerranée, un hotspot de biodiversité qu'il nous faut protéger car à elle seule, elle abrite une flore exceptionnelle, entre 15 000 et 25 000 espèces, dont 60 % sont endémiques (selon l'IUCN).

Cette politique environnementale doit réduire les écarts, rapprocher, conduire vers l'autre, susciter des transformations sociales et économiques... Réinventer la ville, c'est l'exigence d'aujourd'hui, pour créer ici les conditions du mieux vivre demain.

Alors, pour notre Plan Climat, dont la concertation sera lancée début 2018, je vous veux créatifs, positifs et ambitieux. Montrons que tout est encore possible, c'est à nous de nous y engager avec force !

Nos concitoyens nous le demandent, et les évolutions technologiques nous guideront vers des innovations environnementales (Smartcity), qu'il nous faudra saisir, à la recherche de la performance énergétique (Smartgrid), et dans le développement des énergies renouvelables (réseaux urbains de chaleur/froid).

Ce cap à tenir nous engage tous, et je souhaite que l'ensemble des services de la Ville et de la Métropole s'engagent pleinement dans cette voie.

C'est pourquoi, en réaction à la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, le 19 juin dernier, j'ai répondu présent, avec de nombreux élus des métropoles, agglomérations et grandes villes rassemblées autour de « France urbaine », à poursuivre les objectifs de l'Accord de Paris.

Par cet appel, la Métropole Nice Côte d'Azur s'est inscrite dans une dynamique. Son but : contenir le dérèglement climatique « bien en-dessous de 2°C ».

Toujours pas de sursaut face à l'urgence climatique !

Il s'agit maintenant de réussir à traduire pleinement cet objectif planétaire à l'échelle de nos 49 communes et mettre en oeuvre les actions en phase avec cet horizon.

Voilà pourquoi nous avons répondu OUI à l'invitation du WWF France à collaborer sur ses travaux prospectifs sur la traduction des objectifs de l'Accord de Paris à l'échelle des territoires urbains français.

Ce combat, nous devons le mener tous ensemble. La bataille pour ne pas dépasser les 2°C de réchauffement n'est pas perdue, des solutions existent. C'est pourquoi je veux dire à nos habitants, aux acteurs de la société civile, aux associations, à la communauté scientifique, aux médias, que chacun puisse se sentir investi de cette mission, tant la qualité de notre environnement est l'affaire de tous. »

Post-scriptum :



Lire aussi : [Le cri d'alarme de quinze mille scientifiques sur l'état de la planète](#)

[1] - [Rapport de la FAO : lutte contre la faim dans le monde, la fin de l'embellie](#)